Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-heure-est-arrivee-de-renegocier-les-echeances-entre-l-Argentine-et-le-FMI>

L'heure est arrivée de renégocier les échéances entre l'Argentine et le FMI

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : jeudi 3 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une fois le défaut passé, l'obligation immédiate sera la reprogrammation des échéances. Juste pour 2005, le besoin de financement pour le paiement du capital et les intérêts s'élève à 28 milliards de pesos, le double de l'excédent fiscal attendu. Les alternatives avancées.

En attendant les résultats définitifs confirmant que la souscription à l'échange a dépassé 80%, plus que fêter la nouvelle, au Ministère de l'Économie on cogite sur comment faire face aux très lourdes obligations de paiement liées à l'ancienne et la nouvelle dette pour l'année en cours. En accord avec le premier projet de programme financier post défaut qui a été élaboré, les besoins totaux de financement pour 2005 s'élèvent à 28 milliards de pesos (7.216.494.000 Euros- 1Euro = 3.88 pesos), alors que l'excédent fiscal primaire attendu n'en couvrira que la moitié. Pour le reste, différentes alternatives de financement circulent, dont comme la réapparition du secteur public empruntant sur le marché international de capitaux.

Quant à l'hypothèse que le pourcentage d'adhésion va être supérieur à 80%, les premiers calculs du ministère des Finances auxquels a accédé Página/12 indiquent que le total de l'échéance du capital et des intérêts pour l'année atteignent environ 28 milliards de pesos, dans lesquels la dette avec les organismes internationaux de crédit représente presque la moitié : 10 milliards (2.577.319.000 Euros) avec le Fonds Monétaire, 2.4 milliards (618.556.000 Euros) avec la Banque Mondiale et 1.1 milliard de pesos (283.505.000 Euros) avec le BID (traduire tous les chiffres du dollar au peso avec une parité de 3 à 1).

Vu l'ampleur de ces obligations et, comme on le verra plus bas, vu les estimations de l'excédent fiscal disponible pour faire face aux paiements externes, l'équipe de Roberto Lavagna considère comme un objectif fondamental d'arriver à un accord avec le FMI qui lui permet de refinancer une partie significative des échéances avec cette institution et ensuite avec les deux autres organismes multilatéraux.

Le problème, comme l'a soulevé ce journal le week-end dernier, c'est que les négociations déjà entamées avec les techniciens de Rodrigo Rato et Anne Krueger n'augurent rien de facile. Tant le représentant permanent dans le pays, John Dodsworth, que les messages arrivés depuis Washington, ont exprimé avec beaucoup de véhémence que l'accord a comme condition que le gouvernement argentin résolve de toutes façons la situation des créanciers qui sont restés en dehors de l'échange (appelés « holdouts »), et deuxièmement, qu'il renégocie les contrats avec les entreprises de services publics en acceptant des ajustements tarifaires.

Les deux conditions ont été rejetées dans les conversations qui se sont tenues. Quant à la première, le Gouvernement fait valoir que les créanciers ont déjà eu une occasion et depuis campent sur une position de force avec les résultats de l'échange. En ce qui concerne les tarifs, les paragraphes relatifs à ce sujet dans le discours du président Kirchner de mardi dernier reflètent les différences des points de vue. C'est pour ce faire qu'il a parlé de "défendre avec becs et ongles" et il n'a pas écarté comme menace la possibilité que l'État reprenne le contrôle de certains services.

Pour comprendre la tension de la négociation en cours, il faut en plus tenir compte des relations personnelles et institutionnelles ressenties par l'échange. Au Ministère de l'Économie on assure que le FMI souhaitait et pariait sur un échec de l'opération et on n'oublie pas quelques épisodes qui montraient clairement un boycott de l'échange. Par exemple, on évoque en particulier avec rancoeur l'attitude du chef du département Marché de Capitaux du FMI, Gerd Häusler, qui -il y a quelques mois - conseillait à des groupes de créanciers de rester en dehors, ou, plus important encore, la tentative avérée de l'organisme pour que le gouvernement argentin ait comme seul interlocuteur le belliqueux Comité Global de Créanciers (GCAB, de son sigle en Anglais).

De toute manière, à juger par les grilles du programme financier pour 2005, on suppose qu'il y aura finalement *fumé blanche* et que les paiements nets des organismes seront substantiellement allégés. Mais ainsi, le trou qui reste n'arrive pas à être couvert par l'excédent fiscal primaire qui est prévu autour de 14 milliards de pesos. Bien que la collecte des deux premiers mois ait dépassé les espoirs et puisse augmenter le chiffre final de l'excédent disponible, comme contrepoids il faut prendre en compte les nécessités éventuelles d'accroître les dépenses durant une année électorale et la possibilité que la collecte de certains impôts commence à diminuer (par exemple, les retenues suite à la baisse des prix des produits qui sont affectés).

Jusqu'à présent on croyait que la différence entre les échéances totales de 28 milliards de pesos, d'une part, et l'excédent plus le refinancement avec les organismes, d'autre part, allait être couverte par une sorte de refinancement presque inévitable ou "induit" des échéances de la dette qui n'a pas été en défaut (Boden, Prêts Garantis, etc.).

La nouveauté est qu'on pense sérieusement changer la façon d'aborder l'affaire, en laissant de côté l'idée de ne pas recourir au mécanisme de l'endettement pour payer. La stratégie, qui est maintenant en cour, de payer au comptant toutes les échéances, s'appuie sur l'idée qu'une fois dépassé le défaut, il faut tenir les obligations prévues pour gagner en réputation et construire une image de solvabilité. Évidemment, renoncer à des refinancements semi obligatoires obligera à recourir au marché de capitaux à la recherche de nouvelles ressources. Bien que, jusqu'à il y a peu, ce qui était écarté comme une politique irresponsable, est maintenant considéré comme une voie nécessaire pour faire la transition.

Réaction du Marché

La sortie du défaut continue à stimuler les opérations financières, avec des résultats disparates. La bourse a fermé hier encore une fois en baisse de 1%, et l'indicateur est passé sous la barrière de 1.600 points (1.580). Cependant, le volume d'affaires reste au plus haut des derniers mois. Hier, on a dépassé les 91 millions de pesos, auxquels on doit ajouter autres 20 millions sur les certificats d'actions étrangères. Alors que le dollar a monté d'un centime et dans les bureaux de change, il était vendu à 2.96 pesos. On remarque une plus grande demande des particuliers et des banques, et la banque centrale a acquis seulement 10 millions de dollars sur le marché. Les titres publics, devant l'espoir d'une adhésion supérieure à 80 %, ont augmenté de 0,7 % en moyenne. Les Boden ont progressé entre 1 et 1.3 %, comme dans pour la série 2013.

[Página 12](#), 3 mars 2005

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi